



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MAYENNE

Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté du 05 AVR. 2019

portant modification de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 de mise en demeure à l'encontre de la société SAICA PACK France, exploitant une installation de fabrication de cartons, située zone industrielle des Touches, 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval (Mayenne)

Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 32-3 qui fixe des valeurs limites pour les métaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 autorisant la société SAICA PACK France à poursuivre l'exploitation de l'activité de l'établissement implanté zone industrielle des Touches, 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval (53000) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012229-0007 du 14 août 2012 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 2009, et relatives aux modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant établi le 12 avril 2015 au profit de la société SAICA PACK France succédant à la société SAICA PACK Laval ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 portant mise en demeure de la société SAICA PACK France de respecter les dispositions de l'article 4.3.6. de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1233 du 3 décembre 2009 l'autorisant à poursuivre l'exploitation de son activité de fabrication de cartons, ainsi que les dispositions de l'article 32.3. de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en mettant en conformité ses rejets ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Frédéric Millon, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

Vu l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral en date du 3 décembre 2009 susvisé qui fixe les valeurs limites des concentrations des paramètres MES et DCO des rejets des eaux résiduaires industrielles et domestiques avant rejet dans la station communale ;

Vu les courriers électroniques de la société SAICA PACK France transmis à l'inspection des installations classées en date du 10 octobre 2018 et du 11 décembre 2018, présentant les résultats de ses démarches visant à définir une solution de traitement efficace, ainsi qu'une demande de délai supplémentaire par la transmission d'un échéancier des différentes étapes de réalisation des travaux mentionnés à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 août 2018 susvisé ;

Vu le rapport en date du 26 décembre 2018 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire transmis au préfet de la Mayenne ;

Vu le courrier de l'inspection adressé à l'exploitant en date du 26 décembre 2018, reçu le 27 décembre 2019, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et lui accordant un délai de 10 jours pour présenter ses observations ;

Vu le courrier électronique de la société SAICA PACK France en date du 2 janvier 2019 adressé à l'inspection des installations classées précisant qu'elle n'a pas d'observation à émettre sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que lors de la visite en date du 12 janvier 2018, et après examen des éléments transmis par les courriers électroniques des 10 octobre 2018 et 11 décembre 2018 susvisés par la société SAICA PACK France à l'inspection des installations classées, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- la non-conformité des rejets aqueux du site sur les paramètres MES et DCO conformément à l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 2009 susvisé,
- la non-conformité des rejets aqueux du site d'une part, sur les paramètres cuivre, d'autre part, sur les paramètres fer et aluminium conformément à l'article 32-3 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 3 décembre 2009 susvisé et à l'article 32-3 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Considérant que l'exploitant a présenté dans ses courriers électroniques du 10 octobre 2018 et du 11 décembre 2018 les résultats de ses démarches visant à définir une solution de traitement efficace et adaptée aux effluents du site en vue de respecter les valeurs réglementaires, cette étude mettant en évidence des difficultés d'ordre technique qui nécessitent d'être levées, en lien avec les différents fournisseurs sollicités par l'exploitant ;

Considérant le nouvel échéancier sollicité par l'exploitant par courriel du 11 décembre 2018 pour réaliser les travaux nécessaires, à savoir l'installation d'une station de traitement des rejets aqueux sur le 3^{ème} trimestre de l'année 2019 ;

Considérant qu'en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement :
« lorsqu'un agent chargé du contrôle établit à l'adresse de l'autorité administrative un rapport faisant état de faits contraires aux prescriptions applicables, en vertu du présent code, à une installation, un ouvrage, des travaux, un aménagement, une opération, un objet, un dispositif ou une activité, il en remet une copie à l'intéressé qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis au préfet par courrier en date du 26 décembre 2018, qu'il a également été transmis à l'exploitant, qui a précisé par courrier électronique en date du 2 janvier 2019, qu'il n'avait pas d'observation à émettre ;

Considérant que le I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que les conditions sont remplies pour faire application de ces dispositions ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :

Article 1^{er} : les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral en date du 8 août 2018 portant mise en demeure de la société SAICA PACK France exploitant une installation de fabrication de cartons, située zone industrielle des Touches, 47-49 rue Etienne Lenoir, à Laval (Mayenne), sont remplacées par les dispositions suivantes :

la société SAICA PACK France, exploitant une installation de fabrication de cartons, située zone industrielle des Touches, 47-49 rue Etienne Lenoir, à Laval (Mayenne), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.6. de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1233 du 3 décembre 2009 l'autorisant à poursuivre l'exploitation de son activité de fabrication de cartons, ainsi que les dispositions de l'article 32.3. de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en mettant en conformité ses rejets aqueux, et à et à cet effet, de mettre en œuvre les solutions techniques nécessaires.

Pour satisfaire à cette mise en demeure, l'exploitant adressera les justificatifs attestant du respect des dispositions du présent arrêté **avant le 30 novembre 2019**. Ces éléments seront adressés à la préfecture de la Mayenne, bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 2 : dans le cas où l'exploitant ne satisfait pas à la présente mise en demeure et indépendamment des poursuites pénales, il peut être pris à son encontre les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, annexé au présent arrêté.

Article 3 : le présent arrêté est notifié à la société SAICA PACK France par recommandé avec accusé de réception.

Article 4 : le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Mayenne : <http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire – unité départementale de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Frédéric MILLON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île Gloriette – 44041 NANTES cedex
ou via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr
- par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Annexe

Article L171-8 du code de l'environnement

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure de saisie administrative à tiers détenteur prévue à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 11 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

